

Du 6 au 13 avril 1995



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**Réunion des ministres du commerce de la Quadrilatérale
à Whistler (C.-B.), les 4 et 5 mai**

Le 13 avril 1995, n° 69

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé que les ministres chargés du commerce international de l'Union européenne, du Japon, des États-Unis et du Canada se réuniront les 4 et 5 mai prochains à Whistler, en Colombie-Britannique [...] « Cette année, la Quadrilatérale vise à préparer le terrain en vue des discussions sur le commerce qu'auront les leaders du G-7, lors de leur rencontre à Halifax, en juin », a déclaré M. MacLaren [...] Les ministres discuteront principalement de trois aspects prioritaires du régime commercial multilatéral : la consolidation de l'Organisation mondiale du commerce, le nouvel organisme chargé de réglementer le commerce international; la conclusion des négociations qui n'ont pas été menées à terme dans le cadre de l'Uruguay Round, sur des sujets comme les services financiers et les télécommunications; les moyens de maintenir la dynamique de la libéralisation du commerce et de l'investissement.

M. Ouellet condamne les attentats de Gaza

Le 10 avril 1995, n° 68

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a condamné les attentats terroristes qui ont causé dimanche la mort de six soldats israéliens à Gaza et en ont blessé de nombreux autres. « Les Canadiens et Canadiennes sont atterrés par ces attaques. Ce sont des tentatives des ennemis de la paix pour faire échouer le processus de paix, qui sont l'oeuvre de personnes qui méprisent la vie humaine », a-t-il dit. M. Ouellet a exprimé ses sincères condoléances aux victimes et à leurs familles. Il a invité le président de l'Autorité palestinienne, M. Yasser Arafat, à redoubler d'efforts pour venir à bout du terrorisme, et il a incité les dirigeants israéliens à la patience. Il a aussi félicité le premier ministre Rabin d'avoir déclaré qu'Israël poursuivrait les négociations de paix en dépit des attaques. M. Ouellet a noté que ces incidents soulignent la nécessité d'accélérer les négociations de paix, de faciliter la tenue rapide des élections palestiniennes et de décider éventuellement de l'avenir des implantations qui, comme celles de Gaza, sont un foyer de violence.

**M. Ouellet dirigera la délégation à la Conférence
d'examen et de prorogation du TNP**

Le 10 avril 1995, n° 67

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé qu'il dirigera la délégation canadienne à la Conférence d'examen et de prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui aura lieu à New York du 17 avril au 12 mai. « Le TNP sert les intérêts fondamentaux de la sécurité régionale et planétaire. Le Canada a la ferme intention de veiller à ce qu'il continue à le faire. Le Traité empêche la diffusion des armes nucléaires et oblige les États dotés de ces armes à procéder au désarmement. Il offre aussi le cadre de collaboration qui favorise les utilisations civiles de la technologie et des matières nucléaires. Pour ces raisons, le gouvernement canadien préconise la prorogation indéfinie et inconditionnelle de cet accord crucial », a déclaré M. Ouellet. M. Ouellet fera un discours à la Conférence le 18 avril. M. Christopher Westdal, ambassadeur du Canada au désarmement, fera aussi partie de la délégation.

**Le Canada dirigera d'importantes négociations sur le
contrôle des armes nucléaires**

Le 10 avril 1995, n° 66

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que les 37 États membres de la Conférence sur le désarmement tenue à Genève ont désigné le Canada pour présider les négociations multilatérales qui seront menées sous peu en vue de conclure un traité interdisant la production des matières fissiles (plutonium et uranium hautement enrichi) utilisées pour la fabrication d'armes nucléaires. Ce traité est plus connu sous le nom de Convention de cessation. « Le lancement de ces négociations sous la présidence du Canada constitue un grand pas en avant pour le programme de désarmement nucléaire. C'est en outre une étape décisive pour la réalisation de l'objectif que nous nous sommes fixé depuis longtemps en matière de politique étrangère. Nous en sommes redevables au leadership de l'ambassadeur canadien à la Conférence sur le désarmement, M. Gerald Shannon, coordonnateur spécial de la Convention au cours des 18 derniers mois », a déclaré M. Ouellet [...] Le Canada appuie résolument la prorogation indéfinie et inconditionnelle du TNP qui sous-tend les efforts déployés par la communauté internationale pour empêcher la dissémination des armes nucléaires.

**Conférence internationale sur l'amélioration
de la capacité d'action rapide de l'ONU**

Le 6 avril 1995, n° 65

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le ministre de la Défense nationale, M. David Collenette, participeront à une conférence internationale, à Montebello (Québec), les 7 et 8 avril. Plusieurs experts du Canada et de près d'une trentaine de pays membres de l'Organisation, ainsi que des conseillers principaux du Secrétariat de l'ONU participeront aussi à cet événement [...] « Je suis impressionné par la qualité des intervenants et par la pluralité de leur expertise. Leur apport est crucial dans la conduite de l'étude canadienne présentement en cours sur ce sujet », a commenté le ministre Ouellet qui prendra la parole à la conférence samedi midi. « Comme les troupes canadiennes sont innovatrices en matière de maintien de la paix, il serait logique que le Canada joue un rôle de premier plan dans le développement des nouvelles possibilités qu'apporte la capacité d'action rapide de l'ONU », a déclaré le ministre Collenette, qui doit prendre la parole à la conférence vendredi soir. Les recommandations formulées à la rencontre de Montebello seront par la suite étudiées au regard du rapport final de l'étude canadienne qui devrait être déposé devant l'Assemblée générale des Nations Unies et soumis à son Secrétaire général en septembre 1995, lors du 50^e anniversaire de l'Organisation.

Le Canada convoque l'ambassadeur de l'Union Européenne

Le 6 avril 1995, n° 64

L'ambassadeur de l'Union européenne au Canada, M. John Beck, a été convoqué au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour recevoir les vives protestations du Canada relativement à la réaction de l'Union aux plus récentes allégations dans le différend entre le Canada et l'Union sur la pêche. Le sous-ministre des Affaires étrangères, M. Gordon Smith, a indiqué à l'ambassadeur Beck que le Canada déplorait la réaction hâtive de l'Union fondée sur les allégations non vérifiées de capitaines espagnols opérant dans la zone litigieuse au large de Terre-Neuve. M. Smith a décrit les événements survenus en mer la nuit dernière en soulignant qu'à aucun moment les navires de patrouille canadiens n'ont tenté d'aborder des chalutiers espagnols ou de couper leurs filets, contrairement aux affirmations des capitaines espagnols. Il a de plus indiqué que le Canada avait fait preuve d'une grande réserve alors que les négociations avec l'Union progressent. Les navires de patrouille canadiens effectuaient une mission d'identification routinière dans leur secteur d'opérations. Il a dit à l'ambassadeur Beck que le Canada regrettait que l'Union européenne ait choisi d'émettre, sans avoir pris la peine de vérifier l'exactitude des faits rapportés, une déclaration critiquant le Canada alors que les négociations sont entrées dans une phase décisive. La déclaration de l'Union est d'autant plus regrettable compte tenu de l'état d'avancement des négociations à Bruxelles.

DISCOURS

L'idée d'une étude canadienne sur l'intervention rapide est née l'année dernière face à la terrible tragédie qui secouait le Rwanda. Je n'ai rien vu depuis qui puisse me faire douter de la nécessité d'une telle étude. Au contraire. Les antagonismes ethniques, religieux ou nationalistes sont à l'origine de nombreux conflits à travers le monde. Bien qu'il puisse s'agir de conflits internes, ils peuvent devenir, dans bien des cas, des menaces réelles à la paix et la sécurité internationales. Peu importe sa nature ou son envergure, nous ne pouvons pas ignorer la dimension humaine et humanitaire de la guerre [...] Il est clair qu'il y a beaucoup à faire dans le domaine de la diplomatie préventive. C'était là une des recommandations que j'ai faites à l'Assemblée générale à New York, en septembre dernier. Nous devons nous attaquer aux causes fondamentales des conflits avant qu'ils n'éclatent. Avant de définir un mandat clair pour des forces de maintien de la paix, il faut bien comprendre la nature du conflit. L'ONU pourrait mieux s'acquitter de sa tâche si elle pouvait réagir avec plus de cohérence aux signes précurseurs en déployant avec efficacité les instruments à sa disposition [...] Un des points qui nous tient à coeur est de fournir rapidement au Conseil de sécurité des conseils militaires [...] Au « niveau stratégique » du système de l'ONU, il nous faut aussi des structures pour gérer les crises de façon plus cohérente [...] Nous devons aussi travailler davantage avec les organisations régionales, aux trois paliers d'action que j'ai mentionnés, soit la diplomatie préventive, l'intervention rapide et la consolidation de la paix [...] Nous devrions aussi évaluer les possibilités de créer des centres régionaux de formation au maintien de la paix, de constituer des stocks régionaux de matériel et probablement d'établir des quartiers généraux régionaux [...] La création d'une force permanente de l'ONU demeure un objectif primordial pour bon nombre d'entre nous [...] Une capacité d'intervention rapide ne va pas résoudre tous les problèmes d'instabilité et de conflit. Ce n'est pas moins un outil important. À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, nous devrions avoir des visées ambitieuses. Nous devons donner à l'ONU les outils dont elle a besoin pour bien faire son travail jusque dans le XXI^e siècle.

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, à la Conférence internationale sur l'amélioration de la capacité d'intervention rapide de l'ONU, à Montebello (Québec), le 8 avril 1995, 95/24.

ACDI

Une entreprise de Sydney obtient un contrat en Inde

Le 11 avril 1995 95-06

M. Russel MacLellan, député fédéral de Cap-Breton-les-Sydneys, a annoncé au nom du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, que la société Sydney Steel avait obtenu du Railway Board of India un contrat de vente de 20 000 tonnes métriques de rails en acier d'une valeur de 18,5 millions de dollars. Le contrat fait partie du Fonds Inde-Canada pour l'environnement, un fonds de contrepartie qui tire ses revenus de la vente de biens canadiens. «Le gouvernement est heureux d'annoncer l'obtention de ce contrat par la société Sydney Steel», a déclaré M. MacLellan. «C'est là un exemple de la façon dont l'aide au développement peut engendrer des retombées tant pour le Canada que pour les pays bénéficiaires».

FINANCES

Voilà donc en gros la voie que nous suivrons. Les réductions que nous appliquons aux dépenses sont sans précédent dans l'histoire du Canada moderne. Nous avons fait le nécessaire pour que nos objectifs soient atteints. Nous avons pris les mesures requises pour dépasser de beaucoup ces objectifs au cours des prochaines années. Cependant, nous ne relâcherons pas nos efforts. Les réformes se poursuivront. Il y aura de nouveaux objectifs à fixer. Et nous persévérons. Nous sommes d'avis que ces mesures, conjuguées à l'excellente performance de l'économie canadienne, font en sorte que le Canada est de nouveau l'un des pays les plus attrayant pour l'investissement. C'est pour cette raison que le gouvernement du Canada orientera ses ressources de façon stratégique vers des secteurs où il bénéficie d'un véritable avantage comparé [...] Dans le Pacifique, comme dans l'hémisphère occidental, le Canada voit la libéralisation des échanges comme un moyen d'abattre les murs qui séparent les à les partenaires à l'intérieur - et non pas comme un moyen d'élever des remparts contre les compétiteurs à l'extérieur. La région du Pacifique connaît une croissance économique de loin supérieure à celle de toutes les régions du monde, et ce, depuis les trente dernières années [...] Pour ce qui est de l'avenir, qu'il s'agisse de l'investissement, des échanges ou de l'expansion de la coopération régionale dans le Pacifique, le Canada cherche à s'associer au Japon pour stimuler son économie. Un de nos objectifs consiste à tirer parti de l'important changement qui s'est produit l'an dernier - lorsque les dirigeants des pays de l'Asie et du Pacifique ont, contre toute attente, convenu de viser le libre-échange dans notre région d'ici l'an 2020 - bâtir un nouveau pont sur l'océan Pacifique.

Notes pour une allocution de l'honorable Paul Martin, ministre des Finances, devant l'Association d'affaires Keidanren et la Chambre de commerce du Canada à Tokyo (Japon), le 10 avril 1995

À VENIR :

- | | |
|-------------------|--|
| 17 avril-12 mai : | Conférence d'examen et de prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à New York |
| 4 -6 mai : | Réunion des ministres du Commerce de la Quadrilatérale à Whistler, C.B. |
| 15-17 juin : | Sommet du G-7 à Halifax |

Pour obtenir des copies supplémentaires du matériel provenant du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, composez le (613) 944-4000 ou sans frais le 1-800-267-8376. Pour obtenir des renseignements sur le matériel des ministères, contactez leurs divisions respectives des communications. «Le commerce et la politique étrangère» est préparé chaque semaine à la Direction des communications stratégiques (BCF).

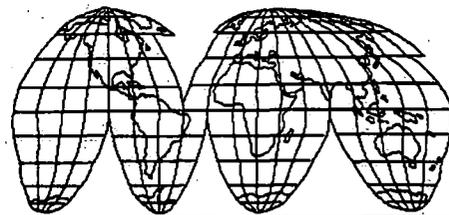


This
in Trade
Foreign
April 2

CA1
EA
T38
May 5,
1995
Copy 1

1995

Le commerce et la politique étrangère
cette semaine



Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

Bon Voyage, But... Brochure for Canadian Travellers Updated

May 3, 1995, no. 84

The Department of Foreign Affairs and International Trade announced the release of the new edition of the publication *Bon Voyage, But...* This booklet provides a listing of Canadian missions abroad, along with travel tips on a variety of pertinent topics such as passports, visas, medical care, health insurance, consular services and many more.... *Bon Voyage, But...* is given out with new passports. It is expected that over one million copies of the booklet will be distributed. The booklet, as well as a travel video and poster, can be obtained by calling toll-free 1-800-267-8376 or by writing to: InfoCentre, Department of Foreign Affairs and International Trade, 125 Sussex Dr., Ottawa, Ontario, K1A 0G2. Travellers can also get information on conditions in specific countries by calling toll-free 1-800-267-6788.

Ouellet Responds to European Union Statement

May 2, 1995, no. 83

Foreign Affairs Minister André Ouellet rejected a statement by the European Union (EU) criticizing Canada's actions during the Greenland Halibut dispute. "Canada makes no apologies for its actions in the recent fish dispute. The Canadian government exercised much-needed environmental leadership on this issue. All nations concerned about conservation — including those of the EU — should be grateful that we did. Had Canada not acted, the Greenland Halibut stock would have been fished to commercial extinction," said Mr. Ouellet. Mr. Ouellet pointed out that with the conclusion of a fair and reasonable Canada-EU fisheries agreement, efforts should be directed at co-operating to make the agreement work, as well as at strengthening the overall bilateral relationship. "Canada's relationship with the EU spans a wide range of mutual interests and activities, to the benefit of both sides," Mr. Ouellet added. "It does not stand or fall on the fisheries issue. We've gone through a difficult period. Let's turn our attention to the future of our relationship and not waste time on recriminations."

Government Introduces Chemical Weapons Legislation

May 1, 1995, no. 82

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that legislation to implement Canada's obligations under the Chemical Weapons Convention has been introduced into Parliament. "Canada was proud to play a leading role in the negotiation of the Convention," said Mr. Ouellet. "We now need to proceed with the implementing legislation so that Canada can be among the initial 65 ratifiers necessary to bring the Convention into effect." The Chemical Weapons Convention was signed by Canada and over 130 other states in Paris in January 1993. It is the first multilaterally negotiated treaty to abolish an entire category of what are called "weapons of mass destruction." Under the Convention, not only will all chemical weapons (CW) and their production facilities be destroyed under international supervision, but all government and industry activities relevant to the Convention's objectives will be liable to international monitoring and, possibly, inspection.

European Commission Vice-President to Visit Ottawa

May 1, 1995, no. 81

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, announced that Sir Leon Brittan, Vice-President of the European Commission and Commissioner Responsible for Trade Policy, will visit Ottawa on May 2 to discuss ways to develop further trade and investment relations. After the Ottawa visit, Sir Leon and Mr. MacLaren will travel to British Columbia to attend the Quadrilateral Trade Ministers Meeting, May 4-5. Along with ministers responsible for international trade from Japan and the United States, they will discuss global trade policy issues at the session known as the "Quad." The Quad, which meets once or twice a year, was created in 1982 as an informal forum for discussing multilateral trade and investment issues.

**Ouellet Pleased with Results of 11th Canada-Mexico
Joint Committee Meeting**

April 27 1995, no. 80

At the close of the 11th annual Canada-Mexico Joint Ministerial Committee (JMC) meeting Foreign Affairs Minister André Ouellet expressed satisfaction with progress on a number of key issues, and with the two countries' determination to further deepen their relationship. "With the implementation of the North American Free Trade Agreement, we have moved on to a new phase in our bilateral relationship," said Mr. Ouellet. "The extent of ministerial participation at this and at recent JMCs is an indication of the breadth of the relationship — we now need to deepen it by setting goals towards which we can work as we enter the 21st century." .../2

Both Mr. Ouellet and his Mexican counterpart, José Ángel Gurría recognized the need for ministerial contacts and consultations that will strengthen the relationship in key sectors. To that end, Mr. Ouellet announced that the two governments will establish a binational steering committee, which will produce a declaration that will serve as a framework for the relationship into the next century. The two ministers will review the paper at next year's JMC. Mr. Ouellet noted that Canada and Mexico signed four agreements during this year's JMC: the Agreement on Social Security and the administrative arrangement that would implement that agreement; a Memorandum of Understanding (MOU) on Mexican seasonal agricultural workers in Canada; and an annex to the MOU on Land Transportation that was signed last year, which will address technical assistance and training programs.

CIDA

CIDA Supports Initiative to Help Bosnia-Herzegovina

May 4 1995, 95-07

The Canadian International Development Agency (CIDA) is contributing to a project to support educations and freedom of expression in Bosnia-Herzegovina, Martin Cauchon, Member of Parliament for Outremont, announced on behalf of Foreign Affairs Minister André Ouellet. "This initiative is a co-operative effort involving several Quebec companies," Mr. Cauchon said. "By supplying paper, Canada helps the people of Bosnia-Herzegovina as they struggle to keep schools and a newspaper working, all under extremely difficult circumstances." The funds will pay for shipment to Bosnia-Herzegovina of more than 22 tons of newsprint for production of school textbooks and Sarajevo's only daily newspaper, *Liberation*.

FINANCE

Canada thinks it particularly appropriate that [the review of international institutions] should be so front and centre at a Summit we will be hosting. Multilateralism and multilateral institutions have always been very important to us. Canadians know it is in their interest that multilateral systems function well and fairly. They also feel strongly that nations large and small must be able to participate in multilateral institutions knowing they are based on principles of equity and co-operation. There have been many words written and spoken on the evolution of the international financial institutions. But when I strip the commentary down to essentials, I find a strong element of support and an overwhelming interest in ensuring continued relevance.... Let me use this occasion to indicate likely themes affecting multilateral development banks. Briefly, I would note the following: the need to refine priorities and to reduce overlap between institutions; the requirement for a sharpened focus on sustainable development practices, poverty-reduction and private sector development; recognition that recipient countries must participate in every sense of the term and that ownership of development priorities is essential; and, the absolute need to channel concessional resources to those who need them most and can use them best and those who show real commitment to poverty reduction as opposed to non-productive investments such as military spending.... Sound development requires full participation and recognizable partnerships. Similarly, institutions designed to promote development must also be partnerships in form and substance. Their sustainable relevance demands that all stockholders be involved. How else can they retain public confidence? Discussion at the Halifax Summit will recognize this essential point.

Notes for an Address by the Honourable Paul Martin, Minister of Finance and Governor for Canada to the Development Committee of the World Bank (Washington, D.C., April 27/95)

UPCOMING EVENTS

- April 17-May 12: Nuclear Non-Proliferation Treaty Review and Extension Conference (New York)
- May 4-6: Quadrilateral Trade Ministers Meeting (Whistler, British Columbia)
- June 5-10: OAS General Assembly (Haiti)
- June 15-17: G-7 Summit (Halifax, Nova Scotia)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents from other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

